



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 10 du 10 mars 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 11 mars 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	212
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	212
CABINET DU PREFET	212
Service interministériel de défense et de protection civile	212
Extrait de l'arrêté interdépartemental n° 2009/004/CAB/SIRACEDPC en date du 16 février 2009 approuvant le règlement opérationnel de diffusion de l'alerte et des mesures d'urgence à appliquer en cas de dépassement de certains seuils de concentration, dans l'air ambiant, de particules en suspension dites PM10	212
Extrait de l'arrêté n° 26/2009/SIDPC du 26 février 2009 portant approbation des dispositions spécifiques « ORSEC pollution atmosphérique par les particules en suspension PM10 »	212
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	212
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	212
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 2 mars 2009	212
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières.....	213
Arrêté n° 09.BMSSE.09 du 10 mars 2009 accordant délégation de signature à Madame Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques	213
Arrêté n° 09.BMSSE.10 du 6 mars 2009 chargeant Monsieur Francis MORLET d'assurer l'intérim de l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle.....	214
Arrêté du 6 mars 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Francis MORLET, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale par intérim.....	215
Arrêté n° 09.BMSSE.11 du 10 mars 2009 chargeant Monsieur Alexander ENTZER d'assurer l'intérim du chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle	216
Arrêté du 10 mars 2009 accordant délégation de pouvoirs au directeur bois de la direction territoriale Lorraine de l'office national des forêts	216
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	217
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	217
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 26 janvier 2009 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) autorisant l'adhésion de la commune de Chenières à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy ((SITRAL).....	217
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 4 mars 2009 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) rectifiant, suite à erreur matérielle, l'article 1 de l'arrêté interpréfectoral du 26 janvier 2009 relatif à la représentation de la commune de Chenières au sein du comité syndical de l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy	217
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 4 mars 2009 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) autorisant l'adhésion de la commune de Ranguieux, située en Moselle, au syndicat interdépartemental à vocation unique « Fourrière du Joli Bois de Moineville »	217
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 9 mars 2009 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant la dissolution du syndicat intercommunal à vocation unique du bassin supérieur de l'Aroffe	218
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	218
Extrait de l'arrêté du 9 mars 2009 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de l'Orne	218
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	218
Extrait de l'arrêté du 5 mars 2009 autorisant l'actualisation des statuts du syndicat mixte scolaire de Bayon	218
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	219
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	219
Service actions et établissements de santé	219
Extrait de l'arrêté n° 13 du 4 mars 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe.....	219
Extrait de l'arrêté n° 25 du 5 mars 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Briey.....	219
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	220
Service solidarité - autonomie	220
Arrêté du 6 mars 2009 fixant la composition de la commission départementale de coordination médicale.....	220
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	220
Service santé protection animales et environnement	220
Convention du 4 décembre 2008 relative aux tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle	220
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	222
Extrait de la décision du 2 mars 2009 concernant l'affectation des contrôleurs du travail	222
Extrait de la décision du 2 mars 2009 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail.....	223
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	223
Extrait de l'arrêté du 4 mars 2009 portant abrogation de l'avenant du 1 ^{er} mars 2008 permettant à la MECS Adolescents (Association REALISE) de prendre en charge 8 jeunes en lieux d'accueil.....	223
AUTRES SERVICES	224
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	224
Décision du 6 mars 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe SAJUS, directeur des achats, et à Monsieur Jean-Louis PEROT, ingénieur en chef, coordonnateur technique par intérim des services techniques	224
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	224
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	224
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	224
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	224
Classement du site de Bois-le-Prêtre	224
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	224
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	224
Service aménagement durable, urbanisme, risques	224
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3133 du 9 mars 2009 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Conflans-en-Jarnisy	224
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24563 du 9 mars 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Mousson.....	224
AUTRES SERVICES.....	225
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	225
Acte réglementaire du 26 février 2009 relatif à un traitement de données à caractère personnel concernant la transmission des données issues du Titre Emploi Simplifié Agricole (TESA) à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP).....	225
MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES	225
Avis et modalités du concours sur titre du 6 mars 2009 pour le recrutement d'une aide-soignante de classe normale.....	225

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET DU PREFET***Service interministériel de défense et de protection civile*

Extrait de l'arrêté interdépartemental n° 2009/004/CAB/SIRACEDPC en date du 16 février 2009 approuvant le règlement opérationnel de diffusion de l'alerte et des mesures d'urgence à appliquer en cas de dépassement de certains seuils de concentration, dans l'air ambiant, de particules en suspension dites PM10

Le Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la région Lorraine,
Préfet de la Moselle
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le Préfet de la Meuse,
Le Préfet des Vosges,

ARRETEMENT

Article 1 - Le présent arrêté précise, en appui de l'arrêté interdépartemental n° 2008-1682 du 10 juillet 2008, les conditions opérationnelles de diffusion de l'alerte et les mesures d'urgence à appliquer en cas de dépassement du seuil d'alerte pollution liée à la concentration des particules en suspension dites PM10, susceptible d'influer sur la santé des populations.

Article 2 - Les préfetures sont chargées

- de mettre à jour l'annuaire de diffusion pour les destinataires (services, organismes, ...) relevant de leur autorité,
- et d'en informer les associations agréées pour la surveillance de la qualité de l'air.

Article 3 - Le présent règlement opérationnel est constitué de 5 annexes

- annexe A : schéma de diffusion de l'alerte,
- annexe B : mesures d'urgence par domaine d'activités,
- annexe C : modèle de message AASQA,
- annexe D : modèle de fiche contact,
- annexe E : modèle de communiqué de presse.

Article 4 - Le préfet délégué à la sécurité et la défense de la zone Est, les secrétaires généraux et directeurs de cabinet des préfetures de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, les sous-préfets des départements de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales, le directeur régional et les directeurs départementaux de l'équipement, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, les services départementaux de police et de gendarmerie, les directeurs départementaux des services d'incendie et de secours, le directeur régional et les directeurs départementaux de la jeunesse et des sports, le recteur et les inspecteurs d'académie de Metz-Nancy, le directeur régional et les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt, les associations agréées de surveillance de qualité de l'air sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire au délégué régional de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, aux présidents des conseils départementaux de l'Ordre des médecins, au président de l'Ordre des pharmaciens, au président du conseil régional de Lorraine et aux présidents des conseils généraux.

Metz, le 12 janvier 2009

Le Préfet de la région Lorraine,
Préfet de la Moselle,
Bernard NIQUET

Nancy, le 19 janvier 2009

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Hugues PARANT

Bar-le-Duc, le 13 janvier 2009

Le Préfet de la Meuse,
Evence RICHARD

Epinal, le 13 janvier 2009

Pour le Préfet des Vosges,
La Secrétaire Générale de la Préfecture
Dominique CONCA

Extrait de l'arrêté n° 26/2009/SIDPC du 26 février 2009 portant approbation des dispositions spécifiques « ORSEC pollution atmosphérique par les particules en suspension PM10 »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 - Les dispositions spécifiques « ORSEC pollution atmosphérique par les particules en suspension PM10 » sont approuvées. Elles sont applicables à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 - Ce dispositif fera l'objet d'une révision chaque fois que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements et les chefs de services concourant à son application, le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté urbaine du grand Nancy et les maires intéressés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 février 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES*Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique*

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 2 mars 2009

Réunie le 24 février 2009, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL COMM VII, en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché à l'enseigne CARREFOUR MARKET à Malzéville - ZAC des Savlons - de 2000 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Malzéville.

Avant l'expiration du délai de recours qui est d'un mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'aménagement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 2 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° 09.BMSSE.09 du 10 mars 2009 accordant délégation de signature à Madame Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté 07/754 A du 15 octobre 2007 du ministre de l'intérieur nommant Mme Véronique PHELPS, directrice des services de préfecture, en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Délégation est donnée à Mme Véronique PHELPS, directrice des services de préfecture, directrice de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- du contrôle des arrêtés municipaux,
- des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
- des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
- des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
- des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-les-Nancy.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de signer les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance.

Article 5 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de signer les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou
- retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

En cas d'absence de l'intéressée, cette délégation est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique PHELPS, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 est exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Mme Anne-Lise FUCHS, attaché, chef de bureau ou, en son absence, par M. Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par M. Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef de bureau, ou, en son absence, par Mme Sabine CHOIGNOT, cadre de 1^o niveau à France Télécom détachée, adjointe au chef de bureau.
- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef de bureau ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique PHELPS, la délégation de signature définie à l'article 4 est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef de bureau, ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile », ou par Mmes Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, M. Ahmed CHAIB et Mme Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale, et par M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Article 8: En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Véronique PHELPS et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, est exercée par :

- Mmes Odile SUTTONI, secrétaire administrative de classe supérieure et Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;
- Mme Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, pour les matières relevant du bureau des réglementations, et Mme Audrey BOUYAHIAOUI-BERSET, secrétaire administrative de classe normale, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions relatives aux permis de conduire ;
- Mmes Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, M. Ahmed CHAIB, Mmes Sylvie KRIZAN, Anne PIZMOHT et Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale, Mmes Sylvie KLEIN et Yolande VAUDIN, secrétaires administratives de classe supérieure pour les matières relevant du bureau des étrangers.

Article 9 : Sous le contrôle et l'autorité de Mme Véronique PHELPS et de Mme Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mmes Christine VIGNERON, Catherine CLAUDIN, Gerhilt STENDER, Monique DIJEAU-LORINO, Mlles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT, Stéphanie CONTAL, Isabelle RAGON et Christelle SCHÖNI, et à Mrs Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT, Fabrice ELOPHE, adjoints administratifs, pour les actes suivants :

- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire

- demandes de contrôles médicaux et d'avis du médecin inspecteur départemental de la santé publique
- demande de pièces complémentaires
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant pas de décision

Article 10 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Véronique PHELPS, de M. Jean-Pierre DEVIDET et de Mme Sabine CHOIGNOT, délégation de signature est donnée à M. Michel PERNEY, adjoint administratif de 1^o classe, pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises.

Article 11 : Sous le contrôle et l'autorité de Mme Véronique PHELPS et de Mme Anne-Lise FUCHS, délégation de signature est donnée à Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, à Mmes Christine HOLLARD adjoint administratif principal 2^{ème} classe et Martine VAUQUOIS-ROUQUIER, adjoint administratif 1^{ère} classe, pour délivrer les récépissés de dépôts de demandes de naturalisation.

Article 12 : Dans le cadre du contentieux des mesures d'éloignement, y compris les référés administratifs et du contentieux lié à la rétention administrative, délégation à effet de représenter l'Etat est confiée à Mmes Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers, Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, à M. Ahmed CHAIB et Mme Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale et à M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Article 13 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1^o) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2^o) aux ministres,
 - 3^o) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4^o) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5^o) au président du conseil général,
 - 6^o) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
 - 7^o) aux maires.

Article 14 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.64 du 15 septembre 2008 accordant délégation de signature à Mme PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, est abrogé.

Article 15 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 09.BMSSE.10 du 6 mars 2009 chargeant Monsieur Francis MORLET d'assurer l'intérim de l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 17 février 2009 portant nomination de M. BISSON-VAIVRE en qualité d'inspecteur général de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2008 chargeant M. Francis MORLET de l'intérim des fonctions d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 17 février 2009 ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Considérant la vacance du poste d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 17 février 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : M. Francis MORLET, inspecteur d'académie adjoint, est chargé d'assurer à compter de la date du présent arrêté l'intérim des fonctions d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, jusqu'à l'installation dans ses fonctions d'un nouvel inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale.

Article 2 : Par cette délégation, l'intérimaire possède l'intégralité des pouvoirs attachés à la fonction du poste.

Article 3 : M. Francis MORLET, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale par intérim, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 4 : Demeurent réservées, en toutes matières à l'exception de celles mentionnées au 1^o de l'article 33 du décret du 29 avril susvisé, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1^o) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2^o) aux ministres,
 - 3^o) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4^o) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5^o) au président du conseil général,
 - 6^o) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.21 du 6 mai 2008, accordant délégation de signature à M. BISSON-VAIVRE est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. Francis MORLET, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté du 6 mars 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Francis MORLET, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale par intérim

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté interministériel du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;
Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2009 chargeant Monsieur Francis MORLET, inspecteur d'académie adjoint, de l'intérim des fonctions d'inspecteur d'académie, directeur départemental des services départementaux de l'Education nationale de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Francis MORLET, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle par intérim, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de l'éducation nationale et de la recherche Code 06) au titre des programmes suivants :

- Enseignement scolaire privé du premier degré et du second degré - Programme 139 (Chapitre 0139)
- Enseignement scolaire public du 1^{er} degré - Programme 140 (Chapitre 0140)
- Enseignement scolaire public du second degré - Programme 141 (Chapitre 0141)
- Soutien de la politique de l'éducation nationale - Programme 214 (Chapitre 0214)
- Vie de l'élève - Programme 230 (Chapitre 0230)

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur l'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle par intérim, pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Article 4 : L'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle par intérim peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Article 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Francis MORLET, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle par intérim, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur l'inspecteur d'académie par intérim pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 7 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur l'inspecteur d'académie par intérim à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 8 : Monsieur l'inspecteur d'académie m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 206 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 9 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur l'inspecteur d'académie peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et les marchés inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, Monsieur l'inspecteur d'académie par intérim peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 10 : Conformément au règlement départemental du 24 septembre 2007 susvisé, la présente délégation ne s'applique pas aux marchés qui concernent les fournitures de bureau, le papier à usage courant, les consommables informatiques, les travaux de nettoyage des locaux, le matériel informatique et le matériel de reprographie. Ces besoins sont couverts soit par l'adhésion à un groupement d'achat dans les conditions prévues à l'article 7 du code des marchés publics, soit par des marchés mutualisés coordonnés au niveau du préfet, soit par des marchés ou accords-cadres nationaux.

Dans ces différents cas, les actes d'engagement locaux ou les conventions ou actes d'adhésion correspondants sont signés par Monsieur l'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle par intérim dans les conditions précisées à l'article 7 du présent arrêté.

Article 11 : L'arrêté du 20 août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Claude Bisson-Vaivre, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale est abrogé.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture, l'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle par intérim et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 09.BMSSE.11 du 10 mars 2009 chargeant Monsieur Alexander ENTZER d'assurer l'intérim du chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret N° 96-492 du 4 juin 1996 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu la décision du ministère de la culture du 20 janvier 2009, nommant M. Lorenzo DIEZ, administrateur provisoire de l'école d'architecture de Nancy à compter du 19 janvier 2009 ;

Vu le courrier du ministère de la culture et de la communication demandant à M. Alexander ENTZER d'assurer l'intérim du chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle en date 18 février 2009 ;

Considérant la vacance du poste de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} mars 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1 : M. Alexander ENTZER, adjoint au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, est chargé d'assurer à compter de la date du présent arrêté l'intérim des fonctions de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle jusqu'à la prochaine nomination du chef de service.

Article 2 : Par cette délégation, l'intérimaire possède l'intégralité des pouvoirs attachés à la fonction du poste.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine par intérim, à l'effet de signer :

a) les actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret n° 79-180 du 6 mars 1979 modifié, particulièrement l'article 2 définissant les missions des services départementaux de l'architecture ;

b) les actes de gestion concernant les personnels de catégorie A, B et C.

c) dans le cadre de la gestion courante du budget alloué par le ministère de la culture et de la communication, pour les besoins du service départemental de l'architecture et du patrimoine, et ordonnancé par le préfet :

- des bons et lettres de commande (à l'exception des contrats, baux, conventions et marchés),

- la certification des factures et l'établissement de certificats administratifs nécessaires à certains mandaterments.

Article 4 : M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine par intérim, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 5 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional

5°) au président du conseil général

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.24 du 6 mai 2008, accordant délégation de signature à M. DIEZ, est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. ENTZER, chef du service départemental d'architecture et du patrimoine par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté du 10 mars 2009 accordant délégation de pouvoirs au directeur bois de la direction territoriale Lorraine de l'office national des forêts

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'article 1^{er} de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office National des Forêts ;

Vu l'article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de pouvoirs est donnée à M. Eric MARQUETTE, en sa qualité directeur bois de la direction territoriale Lorraine de l'Office National des Forêts (ONF), afin de présider la vente par adjudication publique sur soumissions de coupes à vendre en bloc et sur pied ou à la mesure provenant de forêts domaniales et de forêts de collectivités, le vendredi 13 mars 2009, à partir de 8 heures, au Campus, Parc-de-Haye, Velaine-en-Haye (54840).

Article 2 : En cas d'absence de M. Eric MARQUETTE, la délégation qui lui est conférée par l'article 1^{er} du présent arrêté, est exercée par M. Denis STAUFFER responsable du service Bois de l'agence de Nancy-Nord de l'ONF.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. Eric MARQUETTE, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 10 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 26 janvier 2009 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) autorisant l'adhésion de la commune de Chenières à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy ((SITRAL)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine

Préfet de la zone de défense Est

Préfet de la Moselle

Considérant que toutes les communes membres de l'EPCI se sont prononcées en faveur du projet ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'adhésion de la commune de Chenières à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy est autorisée.

La commune de Chenières sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires.

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey et de Thionville, et le président de l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 26 janvier 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le préfet de la Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
Jean-Francis TREFFEL

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 4 mars 2009 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) rectifiant, suite à erreur matérielle, l'article 1 de l'arrêté interpréfectoral du 26 janvier 2009 relatif à la représentation de la commune de Chenières au sein du comité syndical de l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine

Préfet de la zone de défense Est

Préfet de la Moselle

VU l'arrêté interpréfectoral du 26 janvier 2009 autorisant l'adhésion de la commune de Chenières au syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy ;

Considérant que le libellé de l'article 1 de l'arrêté précité doit être modifié suite à une erreur matérielle ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté du 26 janvier 2009 autorisant l'adhésion de la commune de Chenières à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy est remplacé comme suit :

« Article 1^{er} : L'adhésion de la commune de Chenières à l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy est autorisée.

La commune de Chenières sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey et de Thionville, et le président de l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 4 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le préfet de la Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
Jean-Francis TREFFEL

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 4 mars 2009 (Meurthe-et-Moselle/Moselle) autorisant l'adhésion de la commune de Ranguieux, située en Moselle, au syndicat interdépartemental à vocation unique « Fourrière du Joli Bois de Moineville »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine

Préfet de la zone de défense Est

Préfet de la Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

AR R E T E N T

Article 1^{er} : L'adhésion de la commune de RANGUEVAUX (Moselle) au syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli Bois de MOINEVILLE est autorisée.

La commune de RANGUEVAUX sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de BRIEY, METZ-Campagne et THIONVILLE, et le président du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli Bois de MOINEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 4 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le préfet de la Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Francis TREFFEL

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 9 mars 2009 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant la dissolution du syndicat intercommunal à vocation unique du bassin supérieur de l'Aroffe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet des Vosges

Considérant que la totalité des conseils des communes membres s'est prononcée favorablement sur la dissolution du syndicat ;

AR R E T E N T

Article 1^{er} : Le syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) du bassin supérieur de l'Aroffe est dissous.

Article 2 : La dévolution de l'actif et du passif du syndicat entre les communes membres est faite au prorata des contributions communales telles que fixées par l'arrêté interpréfectoral des 23 août et 1^{er} octobre 2002.

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et de Neufchâteau sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, et qui fera, en outre, l'objet d'une parution aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 9 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,
Dominique CONCA

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**Extrait de l'arrêté du 9 mars 2009 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de l'Orne**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de l'Orne est autorisée comme suit :

« Article 2 : Compétences optionnelles

2-g – Coordination et conduite des politiques sociales dès lors qu'au minimum les habitants de deux communes de la communauté de communes sont concernés.

L'action communautaire s'appuie sur la mise en place d'un CIAS qui aura pour mission de dynamiser en synergie avec les acteurs du champ social les politiques suivantes :

➤ Politiques en faveur des personnes âgées et/ou handicapées

Réflexion, conduite et développement

- visant à renforcer les capacités d'accueil du territoire,

- de services favorisant le maintien à domicile de personnes âgées et/ou handicapées,

- d'actions visant à éviter l'isolement et permettant le lien social.

➤ Politiques d'insertion

Porter de manière dynamique les politiques d'insertion visant à conduire des actions individuelles ou collectives en faveur des publics en demande d'insertion professionnelle et sociale.

➤ Santé

Participer à toutes les actions pouvant développer l'offre de santé sur notre territoire en collaboration avec les acteurs de ce domaine d'intervention.

Les communes et leur CCAS conserveront la compétence « aide sociale » à l'exception de celles citées ci-dessus. »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Pays de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 9 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE**Extrait de l'arrêté du 5 mars 2009 autorisant l'actualisation des statuts du syndicat mixte scolaire de Bayon**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que les conditions requises sont remplies ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Les nouveaux statuts du syndicat mixte scolaire de Bayon, annexés au présent arrêté, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat mixte scolaire de Bayon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 5 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 13 du 4 mars 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant six membres :
 - a) Cinq représentants des Communes de rattachement dont un représentant au moins de la Commune siège :
 - Monsieur Laurent TROGRIC, Maire de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014).
 - Madame Régine GRANDURY, Adjointe au Maire de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Claude ROMBACH, Conseiller Municipal de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Michèle BARTHELEMY, Maire de la ville de LAY SAINT CHRISTOPHE (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur le Docteur Renaud GERARDIN, Conseiller Municipal de la ville de LAY SAINT CHRISTOPHE (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant du Département dans lequel est située la commune :
 - Monsieur Jean-Marie UHLRICH, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 2) Collège des personnels comportant six membres :
 - a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Madame le Docteur Fabienne DURANTAY, Médecin (fin du mandat en janvier 2012).
 - b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Marc BERR, Vice-Président de la CME (fin du mandat en janvier 2012),
 - Madame Florence GLATH, Pharmacienne (fin du mandat en janvier 2012).
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Marie-Paule CUNAT, Cadre Infirmier (fin du mandat en octobre 2009).
 - d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Madame Nadine DAUMAS, Administrateur, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Catherine SAINT-MARD, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur le Docteur Jean COLSON, Médecin non hospitalier, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins (fin du mandat en décembre 2011),
 - Madame Marie-José DUPUY, Retraitée de l'enseignement (fin du mandat en décembre 2011),
 - Personne qualifiée en attente de désignation.
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Josette BURY, Présidente de l'Association des Familles de Traumatisés Crâniens en Lorraine (AFTC), représentant l'AFTC en Lorraine (fin du mandat en décembre 2010),
 - Monsieur Michel SALMON, représentant l'Association pour le Droit de Mourir dans la dignité (ADMD) (fin du mandat en décembre 2010),
 - Monsieur Benoit GILET, Président de l'AIR 54 et Président Adjoint de la FNAIR Lorraine, représentant l'Association Lorraine d'Aide aux Insuffisants Rénaux, Dialysés et Transplantés (AIR 54) (fin du mandat en décembre 2010).
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
 - Madame Arlette MARIE (fin du mandat en novembre 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 12 du 12 Décembre 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 4 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 25 du 5 mars 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Briey

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
 - a) Le Maire de la Commune, Président de droit :
 - Monsieur Guy VATTIER, Maire de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014).

- b) Trois représentants de la Commune :
- Monsieur François DIETSCH, Conseiller Municipal de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Jean WOJDACKI, Adjoint au Maire de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014),
- Madame Martine BELLARIA, Conseillère Municipale de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014).
- c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :
- Monsieur TONIOLO Jean, Adjoint au Maire de la Ville d'Homécourt (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur le Docteur Jean-Jacques GOTTINI, Conseiller Municipal de la Ville de Joeuf (fin du mandat en mars 2014).
- d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :
- Monsieur André CORZANI, Maire de la Ville de Joeuf, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :
- Monsieur Christian ECKERT, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Collège des personnels comportant huit membres :
a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
- Monsieur Jean-Marie DOLLARD, Président, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mai 2011),
- Monsieur Antoine AL HALABY, Cardiologue (fin du mandat en mai 2011),
- Monsieur Laurent MARTIN, Chirurgien (fin du mandat en mai 2011),
- Monsieur Jean-Xavier PAUTOT, Médecin (fin du mandat en mai 2011).
- b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
- Madame Mireille GRANDMAIRE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en juin 2010).
- c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
- Madame Rosette BOUDIN, représentant le Syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Madame Martine LEPAGE, Aide-soignante, représentant le Syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Monsieur Lionel SANTOLINI, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
- Maître Pierre LACROIX, Bâtonnier (fin du mandat en juin 2010),
- Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, Médecin Généraliste non Hospitalier (fin du mandat en février 2012),
- Madame Geneviève VIBERT, Infirmière Libérale (fin du mandat en mars 2012).
- b) Trois représentants des usagers :
- Monsieur Bernard CREHANGE, Administrateur et Secrétaire Général de la Ligue contre le Cancer - Comité Départemental 54 (fin du mandat en juin 2010),
- Monsieur Michel CORRADI, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2011),
- Représentant des usagers en attente de désignation.
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
- Madame Josette EDFRENNES (fin du mandat en octobre 2009).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 24 du 13 Juin 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 5 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service solidarité - autonomie

Arrêté du 6 mars 2009 fixant la composition de la commission départementale de coordination médicale

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : La Commission Départementale de Coordination Médicale mentionnée à l'article R 314 – 170 du code de l'action sociale et des familles est composée comme suit :

- Madame le Docteur Michèle STRYJSKI, médecin du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Madame le Docteur Sylvie GAMEL, médecin-conseil de l'échelon local du service médical de Nancy,
- Madame le Docteur Arielle BRUNNER, Médecin Inspecteur de Santé Publique de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

Service santé protection animales et environnement

Convention du 4 décembre 2008 relative aux tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle

ENTRE :

Les vétérinaires sanitaires représentés par :

- le Dr Mathieu CUVILLIER pour le Syndicat National des Vétérinaires d'Exercice Libéral,
 - le Dr Dominique THIERCY pour le Conseil Régional de l'Ordre des vétérinaires,
- d'une part,

ET :

Les éleveurs d'animaux de rente représentés par :

- Monsieur Michel MAGRON pour la chambre d'agriculture,
- Monsieur Dominique COLIN pour le groupement de défense sanitaire,

d'autre part,

Vu le code rural, et notamment les articles L.221-11 et R.221-17 à R.221-20;

Vu l'arrêté du 1er mars 1991 modifié relatif à la nomenclature des opérations de prophylaxie collective intéressant les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine telle que prévue à l'article 2 du décret n° 90-1032 du 19 novembre 1990 ;

Considérant les négociations du 23 septembre 2008 et du 4 décembre 2008 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} - Objet :

Par la présente convention sont fixés les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'État pour les campagnes de prophylaxies collectives des bovins, ovins et caprins et porcins.

Article 2 - Pour les opérations de dépistage :

Le tarifs des actes de prélèvements en vue du dépistage ou de dépistage des maladies réputées contagieuses soumises à prophylaxie sont déterminés comme suit, par animal, selon la nomenclature en vigueur.

Un forfait déplacement ainsi que la prise en charge des frais d'acheminement et de matériels sont également prévus.

T A R I F S			
OPERATIONS	COUT H.T.	T.V.A.	COUT T.T.C.
BOVINS :			
1 – Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 – Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 – Prise de sang	1,90 €	0,37 €	2,27 €
4 – Prélèvement de lait	1,37 €	0,27 €	1,64 €
5 – Prélèvements génitaux	1,53 €	0,30 €	1,83 €
6 – Tuberculination I.D.S. (hors fourniture tuberculine)	1,25 €	0,25 €	1,50 €
I.D.C. (hors fourniture tuberculine)	2,38 €	0,47 €	2,85 €
9 – Visite de contrôle des expéditions à l'abattoir des animaux sous LPS	22,59 €	4,43 €	27,02 €
10 – Prélèvements fèces (individuels)	1,82 €	0,36 €	2,18 €
OVINS-CAPRINS :			
1 – Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 – Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 – Prise de sang	0,90 €	0,18 €	1,08 €
4 – Prélèvements de lait	1,37 €	0,27 €	1,64 €
5 – Prélèvements génitaux	1,53 €	0,30 €	1,83 €
6 – Tuberculination des caprins (hors fourniture tuberculine)	1,25 €	0,25 €	1,50 €
7 – Visite d'exploitation au titre du CSO de la Tremblante / heure	51,20 €	10,04 €	61,24 €
PORCINS :			
1 – Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 – Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 – Prise de sang	1,47 €	0,29 €	1,76 €
4 – Identification	0,90 €	0,18 €	1,08 €
CONTRÔLE D'ACHAT : (et exportations, ventes aux enchères)			
1 – Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
1 bis – Contrôle en cas de concours : visite	20,38 €	3,99 €	24,37 €
2 – Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 – Prise de sang + Tuberculination (animaux de plus de 6 semaines)	5,67 €	1,11 €	6,78 €
4 – Prise de sang (animaux quelque soit l'âge)	4,52 €	0,89 €	5,41 €
5 - Frais de prélèvement pour recherche P80 ou PCR (prélèvement + matériel)	0,58 €	0,11 €	0,69 €
CHEPTELS D'ENGRAISSEMENT DEROGATAIRES			
1 – Visite de conformité pour obtention ou maintien dérogation	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 – Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
DIVERS			
FRAIS D'ENVOI des tubes de 1 à 40 tubes	4,80 €	0,94 €	5,74 €
FRAIS D'ENVOI des tubes + 40 tubes	8,90 €	1,74 €	10,64 €
FRAIS DE MATERIEL (tube et aiguille) par animal	0,27 €	0,05 €	0,32 €

Article 3 - Vaccination contre le virus de la fièvre catarrhale ovine (FCO) :

Le tarif (HT) des actes de vaccination est déterminé par animal en prenant en considération les modalités de contention qui facilitent ou pas le travail ou la taille du cheptel considéré.

	BOVIN			PETIT RUMINANT	
	2 injections (BTV1 et BTV8)	1 injection (BTV1 ou BTV8)		2 injections (BTV1 et BTV 8)	1 injection (BTV 1 ou BTV8)
Animal contenu	1,95 €	1,30 €	Inférieur à 100 animaux	1,10 €	0,90 €
Animal non contenu	2,40 €	1,60 €	Supérieur à 100 animaux	0,80 €	0,40 €

Deux vacations de visite à 22,59 euros (HT) sont prévues pour la primo-vaccination ; une vacation de visite à 22,59 euros (HT) pour le rappel. Lorsque un troupeau est vacciné en plusieurs intervention, le forfait déplacement à 16 euros (HT) est facturé à chaque déplacement. Les vaccins sont facturés aux éleveurs par le vétérinaire selon le barème (HT) suivant :

	bovins	ovins
dose BTV 1	0,40 €	0,10 €
dose BTV 8	0,29 €	0,10 €
frais de gestion des vaccins par dose injectée	0,05 €	0,05 €

Article 4 - Vaccination contre la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) :

Le tarif de l'acte de vaccination contre l'IBR est déterminé à 1,00 euros (HT).

La dose de vaccin est facturée 1,25 fois le prix d'achat.

Article 5 - Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour la durée de la campagne de prophylaxie correspondante à l'espèce concernée.

Article 6 - Dispositions finales :

La présente convention comprend neuf articles. Elle est établie en un seul exemplaire original conservé par la Direction Départementale des Services Vétérinaires. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle. Chacune des parties peut en faire la publicité auprès de ses membres.

Nancy, le 4 décembre 2008

Pour le GDS,
M. Dominique COLIN

Pour la chambre d'agriculture,
M. Michel MAGRON

Pour le SNVEL,
Dr Mathieu CUVILLIER

Pour le CRO,
Dr Dominique THIERCY
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Extrait de la décision du 2 mars 2009 concernant l'affectation des contrôleurs du travail

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

DECIDE

Article 1 - Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

1^{ère} section d'inspection du travail :

Monsieur Nicolas BURGAIN - Madame Clotilde PELTIER - Tél : 03.83.50.39.42 - Courriel : dd-54.inspection-section01@travail.gouv.fr

2^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Philippe ADAM - Monsieur Claude MONSIFROT - Tél : 03.83.50.39.49 - Courriel : dd-54.inspection-section02@travail.gouv.fr

3^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Marc CORCHAND - Madame Valérie VIRIOT - Tél : 03.83.50.39.07 - Courriel : dd-54.inspection-section03@travail.gouv.fr

4^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Jean-Michel ALCARAZ - Madame Gisèle DESHAIS - Tél : 03.83.50.39.34 - Courriel : dd-54.inspection-section04@travail.gouv.fr

5^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Hélène BAUER - Madame Sylvie TEDESCO - Tél : 03.83.50.39.08 - Courriel : dd-54.inspection-section05@travail.gouv.fr

6^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Sonia GUICHARD - Monsieur Patrick JULY - Tél : 03.83.50.39.74 - Courriel : dd-54.inspection-section06@travail.gouv.fr

Section d'inspection du travail "agriculture" :

Aucun Contrôleur du Travail à la date de parution de la présente décision - Adresse : 45 rue Sainte Catherine - 54000 NANCY - Tél : 03.83.37.71.36 - Courriel : claudine.claude@dd-54.travail.gouv.fr

Section d'inspection du travail "transports" :

Madame Anne CAVADINI - Monsieur Arnaud COLIN - Adresse : 45 rue des Ponts - 54000 NANCY - Tél : 03.83.85.59.30 - Courriel : anne.cavadini@dd-54.travail.gouv.fr - arnaud.colin@dd-54.travail.gouv.fr

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs ci-dessus désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux selon les modalités ci-dessous.

1^{ère} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Madame Clotilde PELTIER ou par les contrôleurs des 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

L'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Nicolas BURGAIN ou par les contrôleurs des 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

2^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Philippe ADAM sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT ou les contrôleurs des 1^{ère}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

L'intérim de Monsieur Claude MONSIFROT sera assuré par Monsieur Philippe ADAM ou les contrôleurs des 1^{ère}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

3^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Marc CORCHAND sera assuré par Madame Valérie VIRIOT ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

L'intérim de Madame Valérie VIRIOT sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

4^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Jean-Michel ALCARAZ sera assuré par Madame Gisèle DESHAIS ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

L'intérim de Madame Gisèle DESHAIS sera assuré par Monsieur Jean-Michel ALCARAZ ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

5^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Hélène BAUER sera assuré par Madame Sylvie TEDESCO ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème} sections.

L'intérim de Madame Sylvie TEDESCO sera assuré par Madame Hélène BAUER ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème} sections.

6^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Sonia GUICHARD sera assuré par Monsieur Patrick JULY ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} sections.

L'intérim de Monsieur Patrick JULY sera assuré par Madame Sonia GUICHARD ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} sections.

Section d'inspection du travail "agriculture" :

Aucun Contrôleur du Travail à la date de parution de la présente décision

Section d'inspection du travail "transports" :

L'intérim de Madame Anne CAVADINI sera assuré par Monsieur Arnaud COLIN.

L'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Anne CAVADINI.

Article 3 - La présente décision abroge la décision du 02 février 2009 et sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 2 mars 2009

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
Patrick VET

Extrait de la décision du 2 mars 2009 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

DECIDE

Article 1 - Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les inspectrices et inspecteurs du travail dont les noms suivent :

1^{ère} section d'inspection du travail :

Madame Martine BOUBAGRA - Tél : 03.83.50.39.42 - Courriel : dd-54.inspection-section01@travail.gouv.fr

2^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Angélique ALBERTI - Tél : 03.83.50.39.49 - Courriel : dd-54.inspection-section02@travail.gouv.fr

3^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Mickaël MAROT - Tél : 03.83.50.39.07 - Courriel : dd-54.inspection-section03@travail.gouv.fr

4^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Alexandra CHALOYARD - Tél : 03.83.50.39.34 - Courriel : dd-54.inspection-section04@travail.gouv.fr

5^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Marieke FIDRY - Tél : 03.83.50.39.08 - Courriel : dd-54.inspection-section05@travail.gouv.fr

6^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Patrick OSTER assure l'intérim de la 6^{ème} section d'Inspection du Travail

Tél : 03.83.50.39.74 - Courriel : dd-54.inspection-section06@travail.gouv.fr

Section d'inspection du travail "agriculture" :

Monsieur Guy TROGNON - Adresse : 45 rue Sainte Catherine 54000 NANCY

Tél : 03.83.37.71.36 - Courriel : claudine.claude@dd-54.travail.gouv.fr

Section d'inspection du travail "transports" :

Monsieur Michel KIFFER - Adresse : 45 rue des Ponts 54000 NANCY

Tél : 03.83.85.59.30 - Courriel : michel.kiffer@dd-54.travail.gouv.fr

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de l'une des inspectrices ou de l'un des inspecteurs ci-dessous désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux selon les modalités ci-dessous.

1^{ère} section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Martine BOUBAGRA sera assuré par les inspecteurs et inspectrices des 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

2^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Angélique ALBERTI sera assuré par les inspecteurs et les inspectrices des 1^{ère}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

3^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Mickaël MAROT sera assuré par les inspecteurs et les inspectrices des 1^{ère}, 2^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

4^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Alexandra CHALOYARD sera assuré par les inspecteurs et les inspectrices des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

5^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Marieke FIDRY sera assuré par les inspecteurs et les inspectrices des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème} sections.

6^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Patrick OSTER, sera assuré par les inspecteurs et les inspectrices des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} sections.

Section d'inspection du travail "agriculture" :

L'intérim de Monsieur Guy TROGNON sera assuré par Monsieur Damien KAUFFMANN, inspecteur du travail "agriculture" Vosges.

Section d'inspection du travail "transports" :

L'intérim de Monsieur Michel KIFFER sera assuré par Monsieur Tobias KENMEGNE, inspecteur du travail "transports" Vosges.

Article 3 - En application des articles 6 et 7 du décret susvisé du 28 décembre 1994, les agents du corps de l'Inspection du Travail participent en tant que de besoins aux actions d'inspection de la législation du travail organisées par le Directeur départemental dans le département.

Article 4 - La présente décision abroge la décision du 22 janvier 2009 et sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 2 mars 2009

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
Patrick VET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Extrait de l'arrêté du 4 mars 2009 portant abrogation de l'avenant du 1^{er} mars 2008 permettant à la MECS Adolescents (Association REALISE) de prendre en charge 8 jeunes en lieux d'accueil

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général

Vu la décision notifiée par courrier du 21 novembre 2008, de M. le président de l'association REALISE ;

Considérant la décision précitée du 21 novembre 2008 de M. le président de l'association REALISE d'arrêter l'activité des lieux d'accueil de Gondreville et Malzéville ;

Considérant la réponse conjointe du 1^{er} décembre 2008 de la direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse de Meurthe-et-Moselle et du conseil général de Meurthe-et-Moselle prenant acte de la décision de M. le président de l'association REALISE ;

Considérant qu'en conséquence il est nécessaire d'abroger l'avenant du 1^{er} mars 2008 permettant à la MECS Adolescents (Association REALISE) de prendre en charge 8 jeunes en lieux d'accueil ;

ARRETEMENT

Article 1 : L'avenant du 1^{er} mars 2008 est abrogé. Il est donc mis fin à l'autorisation de la MECS Adolescents de prendre en charge 8 jeunes en lieux d'accueil à Gondreville et à Malzéville.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la Protection judiciaire de la jeunesse, le directeur général des services du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et du département. Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association gestionnaire.

Nancy, le 4 mars 2009

Le président du conseil général,
Michel DINET

Le préfet,
Hugues PARANT

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Décision du 6 mars 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe SAJUS, directeur des achats, et à Monsieur Jean-Louis PEROT, ingénieur en chef, coordonnateur technique par intérim des services techniques

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Article 1 : Donne délégation à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Mission Grands Travaux et les Services Techniques de site, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière.

Article 2 : Donne délégation principale à M. Jean-Louis PEROT, Ingénieur en Chef, Coordonnateur technique par intérim des Services Techniques, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Fonction Technique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard ALBALADEJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Pascal DI MAJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard PEREZ, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-François MILLARD, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation; elle est également communiquée au comptable du CHU.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances,

- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mars 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Classement du site de Bois-le-Prêtre

Le préfet communique :

Par décret du 27 octobre 2008, publié au journal officiel de la République Française du 29 octobre 2008, est classé parmi les sites du département de la Meurthe-et-Moselle, le site de Bois-le-Prêtre, sur le territoire des communes de Fey-en-Haye, Montauville, Norroy-les-Pont-à-Mousson et Pont-à-Mousson.

Le texte intégral de ce décret et les plans annexés pourront être consultés à la préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle et dans les mairies de Fey-en-Haye, Montauville, Norroy-les-Pont-à-Mousson et Pont-à-Mousson.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3133 du 9 mars 2009 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Conflans-en-Jarnisy

Par arrêté préfectoral n° 3133 en date du 9 mars 2009, EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES a été autorisé à exécuter les travaux en vue de la création d'un poste type PSSB pour l'alimentation du lotissement « le clos Jean Lamour » rue de Verdun, sur la commune de Conflans-en-Jarnisy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24563 du 9 mars 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Mousson

Par arrêté préfectoral n° 24563 en date du 9 mars 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation T. jaune mairie + salle polyvalente 4 rue de la Chapelle sur la commune de Mousson.

AUTRES SERVICES

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Acte réglementaire du 26 février 2009 relatif à un traitement de données à caractère personnel concernant la transmission des données issues du Titre Emploi Simplifié Agricole (TESA) à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP)

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

D E C I D E

Article 1 : Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole un nouveau traitement automatisé de données à caractère personnel consistant à transmettre à la Direction Générale des Finances Publiques, les données issues du TESA.

Celui-ci est destiné à permettre, d'une part, la simplification des démarches administratives des employeurs dans le cadre de leurs obligations de déclaration annuelle des rémunérations versées aux salariés de courte durée, et d'autre part, un élargissement du service offert par la déclaration de revenus pré remplie pour les salariés concernés.

Article 2 : Les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- des données d'identification (nom, prénom, date et lieu de naissance du salarié ; nom et numéro Siret de l'employeur),
- numéro de sécurité sociale du salarié (NIR),
- la situation familiale,
- l'adresse (adresse du salarié et de l'employeur),
- la situation économique et financière (montant des salaires nets imposables).

Article 3 : Les destinataires de ces informations sont :

- la CCMSA
- la DGFIP.

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Le droit d'opposition prévu par l'article 38 alinéa 1^{er} de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas au présent traitement, celui-ci ayant un caractère obligatoire.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de la présente décision.

Bagnolet, le 26 février 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur, Mr Jean-Marie GERARD. »

Vandœuvre-lès-Nancy, le 26 février 2009

Le Directeur Général
Jean-Marie GERARD

MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES**Avis et modalités du concours sur titre du 6 mars 2009 pour le recrutement d'une aide-soignante de classe normale****1) CONDITIONS À REMPLIR POUR ÊTRE CANDIDAT :**

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- au chapitre 2 du décret 2007-1188 du 3 août 2007, portant statut particulier du corps des aides soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la Fonction Publique Hospitalière.

2) COMPOSITION DU DOSSIER DU CANDIDAT :

Le dossier devra comporter :

- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du ou des diplômes ;
- une lettre de candidature ;
- un curriculum vitae (en fournissant des justificatifs jugés utiles par le candidat) ;
- un extrait N°3 de casier judiciaire récent (moins d'un an) ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la carte d'identité ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la situation au regard du service militaire ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du permis de conduire ;
- un certificat médical délivré par un médecin de médecine générale agréé, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune affection contraire à sa pratique professionnelle (adresse à obtenir auprès de l'administration de l'établissement) ;

3) DATE LIMITE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :

Les dossiers de candidatures devront parvenir à Monsieur le Directeur de la maison de retraite, rue du Paquis des Toiles - BP9 - 54110 Rosières-aux-Salines, dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage, soit le 07 mai 2009 dernier délai (par dépôt, ou le cachet de la poste faisant foi).

4) NOMBRE DE POSTES :

Nombre de postes à pourvoir : 3 (il sera retenu 3 candidatures en liste principale et 3 en liste complémentaire).

5) COMPOSITION DU JURY :

→ l'autorité qui a ouvert le concours ou son représentant, PRÉSIDENT, soit Monsieur le Directeur de la maison de retraite, ou son représentant ;

→ le Cadre de Santé de l'établissement ;

→ le responsable Ressources Humaines de la maison de retraite.

Rosières-aux-Salines, le 6 mars 2009

Le Directeur,
Alain PETIT

